

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde



MEILLEURS VOEUX

DE RESISTANCES !

Régionales
NPA en campagne
Tout changer,
Rien lâcher !

En lutte
Permanenciers
du SAMU



Désintox

Ensemble, unité !

Période hivernale oblige, le flot migrateur du *bonané* a pris une fois encore son envol :

Le paon à talonnettes l'a annoncé à sa basse-cour :

"Mes chers compatriotes... **ensemble** nous avons évité le pire... nous devons rester unis comme nous avons su l'être au plus fort de la crise ...2010 sera une année de renouveau". Chouette l'*unité* quand les mots sont là pour faire régner l'illusion de la cité *unie*, et occulter les choses qui fâchent... la fiente des grands ducs de l'industrie et des vautours de la finance dans laquelle on patauge !

Comme toujours le discours dominant fait disparaître du vocabulaire les termes du litige et les problèmes sont censés occultés faute d'être nommés. L'*unité* présidentielle ? Un "tous ensemble derrière Moi"... miroir aux alouettes dont, *ensemble*, dans l'*ensemble*, nous ne sommes plus dupes.

Tous *ensemble*, pourtant, nous étions nombreux à espérer qu'avec le printemps et ses élections régionales, viendrait le temps d'une *unité*, de celles qui sont capables de redonner du sens au débat politique et de l'espoir à la résistance sociale.

Mais construire l'*unité* à gauche c'est se dépatouiller... avec d'autres oiseaux...

Unité vient du latin *unitas* "identité", dérivé d'*unus* "un". Ainsi y-a-t-il les *uns*, égos détenteurs autoproclamés de la droite ligne de gauche que doivent suivre les autres...

Et comme, *ensemble* partage son origine avec "sembler" et "simuler", il y a ceux qui semblent travailler l'*unité* en pensant la rupture, ceux qui complotent et œuvrent en douce... Il y a ceux qui n'écoutent pas, ceux qui n'entendent pas, ceux qui ne parlent pas... Il y a ceux qui confondent

politique et politicien, *unité* du maître-étalon, ceux qui simulent l'urgence sociale pour rêver leurs places d'élus, ceux qui défendent, ensemble, leur plate-bande... Il y a ceux qui, nourris aux grains rancis de l'appareil anti-trotskyiste, confondent encore NPA et feu dame LCR, préférant les disputes d'arrière-garde aux combats nécessaires ...

Et puis dans tout cela, il y a ceux qui œuvrent pour rendre à l'*unité* sa cohérence du "Tous ensemble !".

Au plus près des réalités sociales et économiques, la construction d'un vaste *ensemble* des forces anticapitalistes, se révèle être une dure bataille, sans faux-semblant...

Quand nous chanterons le temps des cerises... pensons à clouer le bec aux merles moqueurs...♪

ZN

ABONNEMENTS

Anticapitalistes !

Le Mensuel du NPA 33

Mensuel : 11 euros (11 N° auprès des comités)
15 euros (11 N° + frais d'envoi postal)

Par chèque : à l'ordre de Monica Casanova

Destinataire de l'abonnement :

NOM : _____

Prénom : _____

APT, ESC, BAT : _____

N° : _____ RUE : _____

LIEU DIT (si nécessaire) : _____

CODE POSTAL : _____

VILLE : _____

TOUT EST A NOUS

L HEBDOMADAIRE DU NPA

Tarifs des abonnements (France et DOM-TOM) par chèque à libeller à l'ordre de N.S.P.A.C (entourez la formule que vous avez retenue)

	6 MOIS	1 AN
L'hebdo	26 €	56 €
L'hebdo +La revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif de l'hebdo jeunes, chômeurs précaires	20 €	40 €
Tarif de l'hebdo jeunes, chômeurs, précaires +La revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à La revue mensuelle	22 €	44 €

Destinataire de l'abonnement :

NOM : _____

Prénom : _____

APT, ESC, BAT : _____

N° : _____ RUE : _____

LIEU DIT (si nécessaire) : _____

CODE POSTAL : _____

VILLE : _____

Anticapitalistes !

Directeur de publication : **Jean-Louis Danflous**
CPPAP : 1014 P 11511 ISSB : en cours
NPA 33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 Bordeaux
Imprimerie : Copy-Média
23 rue Francisco Ferrer - 33700 MERIGNAC

Sommaire

Régionales

p. 4-7

NPA en campagne

Bilan de la région Aquitaine

L'unité, un long fleuve... agité

Notre programme...

First Solar... aux frais du contribuable

Nos vies, pas leurs profits

p. 8-10

First-ex-Ford : défendre les emplois

Ras-le-bol à la Monnaie de Pessac

Retour sur le 49^{ème} congrès CGT

Licenciement à Mérignac Arlac

Rive droite : Front unitaire

Mort de froid et de misère

Santé

p. 11

Grève des permanenciers du SAMU

Infirmières : recul de la retraite

Education - Jeunesse

p. 12

Manif lycéenne, espoir et répression

Inquiétude dans les lycées professionnels

Elus du NPA

p. 13

Lormont : contre les bas salaires...

Pessac : contre le service civil

Pessac : Locaux municipaux et religion...

Brèves

p. 14

En prison pour avoir voulu se chauffer

Victoire à Léo Lagrange

Racket de Gaz de Bordeaux

Notre camarade, Daniel Bensaïd

p.14

Féminisme

p. 15-16

V. comme violence, vigilance, virus, victoire, vide-ordure...

Pour une loi cadre contre les violences faites aux femmes

Édito

Meilleurs vœux de résistances !

A voir l'agressivité et les provocations permanentes du pouvoir (attaques contre les travailleurs, démagogie sur la burqa, retour du karcher par Fadela Amara), on oublierait presque que la politique de Sarkozy enchaîne les ratés, chaque provocation servant à les cacher. La crise politique semble rattraper sans cesse le pouvoir.

Et l'année 2009 aura été riche de ce point de vue.

Dernier en date : l'échec de la conférence de Copenhague qui a révélé au monde entier l'hypocrisie et l'impuissance des dirigeants du monde capitaliste face à la catastrophe écologique en cours. Et Sarkozy, malgré son agitation frénétique depuis son "*Grenelle de l'environnement*", n'aura réussi qu'à se ridiculiser.

Dans la santé publique, le discrédit du pouvoir, les liens étroits de Bachelot avec les laboratoires, ont probablement autant dissuadé la population de se faire vacciner contre la grippe A-H1N1 que les craintes sur le vaccin lui-même.

Difficultés du pouvoir ouvrant des crises au sein de la droite, que ce soit contre ce faux débat démagogique sur l'identité nationale, ou contre la réforme des collectivités territoriales et de leur financement.

Échec face à la crise économique : le plan de relance n'a été qu'un sauvetage de la finance et de la spéculation. Tout le monde admet que 2010 connaîtra une aggravation du chômage, de la pauvreté, de la dégradation sociale sur tous les plans.

Chaque prétendu remède apporté par le pouvoir ne fait qu'accroître le mal provoqué par sa propre politique. Sa seule force... c'est l'absence d'opposition. Le PS est plus divisé et lamentable que jamais. Quant aux principales confédérations syndicales, Sarkozy a eu beau jeu dans son marathon des vœux de souligner "*le sens des responsabilités des partenaires sociaux face à la crise*".

2010, l'urgence pour nos droits

Plus que jamais, face au recul social, la question qui se pose est de rassembler nos forces pour défendre nos droits, sociaux et démocratiques, pour redonner confiance dans les luttes collectives, pour ouvrir une nouvelle perspective politique, celle d'un socialisme du 21^{ème} siècle.

C'est avec cette perspective que le NPA s'engage dans la campagne des Régionales. Avec moins d'un an d'existence, nous pouvons être fiers d'avoir mené le plus loin possible des discussions visant à l'unité avec les forces se situant à la gauche du PS : des discussions sur le fond politique (quel programme, quel rapport avec les institutions) et pas sur des calculs politiques ; des discussions qui n'avaient jamais été menées à cette échelle entre anticapitalistes et antilibéraux (voir pages 4 à 7).

Nous nous y sommes engagés en pensant qu'il était possible d'être unitaires et indépendants ; unitaires autour d'un programme permettant de redonner confiance aux travailleurs et à la population ; indépendants du PS et des institutions, pour porter une réelle alternative politique.

Nous ne doutons pas que 2010 connaîtra de nombreux bouleversements sociaux et politiques, dans lesquels le NPA engagera toutes ses forces et associera toutes celles et tous ceux qui veulent s'unir pour changer ce monde à bout de souffle. Tous nos vœux vont à la réussite de ce projet.



www.npa33.org

Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org

Régionales

NPA en campagne

Tout changer, rien lâcher !

Les élections régionales des 14 et 21 mars prochains vont être l'occasion de faire entendre la contestation de tous ceux qui ne veulent pas payer la crise au moment même où le gouvernement et le patronat redoublent leur offensive.

Les prétendus plans de "relance" n'ont comme objectif que la relance des profits alors qu'ils s'en prennent aux salaires, à l'emploi, aggravant ainsi les contradictions économiques qui sont à l'origine de la crise. Et leur soif de dividendes met aujourd'hui la planète entière en péril !

Pour la droite, l'enjeu de ces élections est de prendre sa revanche de 2004 sur le PS et de faire légitimer sa casse des droits sociaux et démocratiques pour mieux l'amplifier, en particulier sur la question des retraites. Pour le PS, l'enjeu est de faire avaliser la politique libérale qu'il mène depuis 6 ans à la tête de 20 des 22 régions, allié aux Verts

et au PCF dans un grand nombre d'entre elles. Une politique pleine de largesses vis-à-vis du patronat et du secteur privé qui bénéficie de nombreux financements et autres subventions.

Le NPA va mener campagne pour que ces élections soient l'occasion pour les travailleurs, les classes populaires, de dire qu'ils en ont assez de ces politiques, de faire entendre le refus de payer la crise. Et elles seront l'occasion de se donner des porte-parole qui s'engagent, en toute indépendance, à faire entendre leurs exigences et leurs droits jusque dans les conseils régionaux !

Cette campagne a besoin des forces et de l'enthousiasme de tous, pour œuvrer à l'unité autour d'un programme d'urgence, pour contribuer à changer le rapport de forces.

Isabelle Ufferte

Conseil Régional Aquitaine Bilan d'une gauche pro-patronale

La politique social-libérale du PS et des Verts à la tête de la région démontre, s'il était nécessaire, l'impossibilité de faire des "majorités de gestion de gauche" avec eux.

Ce mois-ci, nous insisterons sur la part du budget consacrée à subventionner les entreprises privées... c'est tout un programme en faveur du patronat. Ainsi, sur plus de 1,3 milliards d'euros de budget prévisionnel pour 2010, la plus grande partie, 375 millions, sera consacrée au "développement économique et de l'emploi". En clair, des subventions aux entreprises, à l'apprentissage et à la formation professionnelle privée.

La grande fierté de Rousset, ce sont les pôles de compétitivité (voir *Anticapitalistes* ! 4 et 5), comme Avenia et Creahd autour des éco-technologies, ainsi que Route des Lasers, Aérospacel Valley, Prod'innov et Xylofutur. Sous couvert de favoriser des "pôles" d'entreprises autour de "spécialités" censées être porteuses d'avenir, cette politique est une autre version de l'aide publique au patronat : les entreprises participant à des actions de recherche et de développement dans le cadre de ces pôles de compétitivité sont exonérées d'impôts sur les bénéfices pendant trois ans. Le privé est largement aidé dans ce cadre-là par le biais de sociétés

d'économie mixte (fonds publics et privés... au service des intérêts privés).

Avec la crise, une partie du budget de plus en plus importante est utilisée pour "la relance", le "soutien à la restructuration" : 10 millions d'euros rien qu'en 2009, dans la même logique que les plans de relance menés par tous les gouvernements l'an dernier.

Bien sûr, la majorité se réfugie derrière "l'aide aux PME"... mais on sait que derrière ce sigle, il y a des réalités bien différentes, et que parfois se sont de très grandes entreprises qui s'y cachent, par le biais de la sous-traitance. Et parfois, elles sont aidées directement, comme EADS, SPS, SNPE, Ford, Turboméca, etc. De plus, ces aides ne sont pas contrôlées, et la Région ne se mêle pas de savoir s'il s'agit de productions utiles à la population ou pas. Pour notre part, nous militons pour la préservation des emplois et l'interdiction des licenciements, mais aussi pour la reconversion des secteurs de l'armement et du nucléaire en productions civiles non polluantes et utiles à tous.

La Région se vante d'avoir consacré 15 millions d'euros depuis 2005 à des dispositifs de création/reprise d'entreprise. Mais avec quel contrôle ? Et avec quel résultat ? Dans le même sens, elle intervient dans les "plans de sauvegar-

de de l'emploi" (PSE) et les cellules de reclassement qui se multiplient. Cela concerne notamment la SNPE à Bergerac et la reconversion de Ford par FAI. On ne peut évidemment balayer d'un revers de main le problème des subventions régionales dans ces cas-là. Le nombre de PSE et de cellules de reclassement a plus que doublé (58 aujourd'hui contre 25 sur l'ensemble de 2008). Le nombre de licenciements économiques au 1^{er} semestre 2009 est de 6320 contre 3487 au 1^{er} semestre 2008, le chômage des jeunes a augmenté de 30 % en 2009. Mais, face à cette situation, nous ne faisons confiance ni à la Région social-libérale, ni au gouvernement, ni aux patrons, pour décider de l'utilisation des fonds publics.

Pour qu'elles soient en faveur de l'emploi et non de nouvelles sources de profits, nous exigeons la transparence sur les livres de comptes patronaux, pour savoir vraiment où vont les aides et dans quel but.

Une politique réellement au service de la population et des salariés exige aussi de faire rembourser aux entreprises les subventions publiques, à commencer par celles qui licencient.

M. Casanova & F. Minvielle

L'unité ! Un long fleuve... agité !

On peut le répéter : les conditions de vie, la dégradation des liens sociaux, l'augmentation du mal-être, mal-vivre, malbouffe, le cynisme des puissants écrasant les plus fragiles, la hargne du petit teigneux à détruire nos acquis sociaux... cette accélération d'un capitalisme sans limite est d'autant plus forte qu'elle ne trouve pas face à elle la perspective d'une alternative politique crédible rassemblée dans une opposition réelle et forte.

On peut le répéter.

Reste à construire cette alternative.

Pour cela, depuis sa création, voilà un an, le NPA agit pour le rassemblement des forces de gauche anticapitalistes et antilibérales, dans les mobilisations comme dans les élections.

Depuis des mois, à l'initiative du NPA, des discussions ont lieu partout en France, entre les partis à la gauche du PS et des Verts, pour créer cette unité lors des prochaines élections régionales.

Depuis des mois, des négociations ont été menées en Aquitaine entre le Front de Gauche (PCF, Parti de Gauche (PG) et Gauche Unitaire (GU)), la Fédération (FASE) et le NPA.

A l'heure où ces lignes sont écrites, depuis quatre jours ce cadre est rompu.

La logique d'appareil voudrait que chacun se rejette la faute, retourne dans son coin et attende le prochain match. Une autre approche peut être tentée.

On peut aussi y rechercher des avancées, base de réflexion d'un futur proche.

On peut penser que nous sommes passés très près d'un accord avec quatre des cinq organisations. Des forces centrifuges présentes, exacerbées par les pressions des organisations nationales du Front de Gauche, ont réussi à rompre les bases de l'entente. Mais ce constat qui peut paraître amer quant à son résultat, doit pourtant nous encourager.

Un dialogue s'est établi entre des organisations sur le champ des élections, jusqu'alors réservé à la compétition.

Les discussions sont courantes entre militants lors des mouvements sociaux et initiatives communes. Les accords y sont limités aux objectifs conjoncturels.

Pour les élections, c'est sur la globalité des approches politiques de chaque organisation que les échanges ont eu lieu. Les échanges ont amené les militants à confronter leurs raisonnements, à préciser les points de divergence et de convergence. Et des accords réels ont été constatés.

C'est le cas notamment entre la FASE, la GU et le NPA sur de très nombreux aspects de nos programmes et de nos analyses politiques. Et toute démarche unitaire pour les régionales n'est d'ailleurs pas encore impossible entre les membres de ces organisations à l'heure où nous écrivons.

Le NPA s'engage, dès aujourd'hui, dans la mise en place de sa campagne électorale mais affirme en faire un cadre ouvert aux autres organisations et individus. Après ce rendez-vous manqué, pourquoi cette insistance pour une unité même partielle ?

Lors des discussions nombreuses et longues de ces dernières semaines, si un certain nombre de points d'accord se sont faits jour, si des axes de campagne commune ont été proposés, il reste, à notre sens, une dernière étape à franchir pour lever les derniers freins à des démarches de plus grande ampleur : l'expérimentation commune.

Au-delà des divergences réelles qui séparent nos organisations, ne le nions pas, il existe des doutes, des réticences, voire des a priori qui empoisonnent les volontés unitaires. Nous pensons que seule la pratique, l'expérience concrète d'une campagne électorale commune, même limitée, peut permettre de dépasser ces préjugés.

Une campagne avec un cadre politique commun, une base programmatique négociée qui convient à chacun, un espace où s'expriment accords et divergences, des listes communes représentatives des volontés de rassemblement... Le tout dans la clarté, le respect et la transparence vis-à-vis de chaque composante de l'unité.

Constatons-le, ces principes n'ont pas eu partout cours dans le cadre des négociations qui viennent de prendre fin. Si la volonté d'aboutir de certains "partenaires" ne se limitait incontestablement qu'au discours, les pratiques individuelles et "collectives" de certains ont pesé lourdement dans les discussions.

La campagne qui vient doit nous aider à rompre avec ça !

Parce qu'elle est indispensable à tous, la pratique de l'unité est nécessaire même aujourd'hui !

Patrick Gélos



Régionales

Un programme pour la défense de nos droits, de l'environnement, de la démocratie...

Nous ferons de ces élections une tribune pour populariser le programme général du NPA, un plan d'urgence porteur des exigences de tous ceux qui veulent mettre un coup d'arrêt à la course au profit qui conduit à une catastrophe économique, écologique et sociale.

Mais nous en profiterons bien évidemment aussi pour décliner ce plan sur le terrain régional, contre les poli-

tiques qui dilapident l'argent public pour des intérêts privés, au détriment de la grande majorité de la population.

Nous ne pouvons pas développer ici l'ensemble du programme dont nos élus se feront les porte-parole au sein du conseil régional, mais en voici quelques points.

Daniel Minvielle

Intervention économique

Sous prétexte de " soutenir l'emploi ", l'exécutif régional arrose à fonds perdus des entreprises pour les inciter à s'implanter dans la région. Cette politique soutient les profits aux frais du contribuable, sans aucune garantie durable sur les emplois.

Agir véritablement pour l'emploi, c'est soutenir ceux qui luttent pour interdire les licenciements. C'est arrêter de subventionner les entreprises privées et exiger la restitution des subventions empochées par les entreprises qui licencient.

Des aides financières peuvent se justifier pour des petites et moyennes entreprises qui ne trouvent pas de crédit auprès des banques, à l'exclusion stricte des filiales de grands groupes. Mais cela ne pourra se faire que sous forme de prêts conditionnés : ouverture des comptes, contrôle de l'utilisation des prêts...

Mener une politique pour assurer à chacun un travail doit s'accompagner d'une réflexion collective sur l'évolution indispensable du tissu industriel : reconversion des entreprises, notamment dans les secteurs de l'armement et du nucléaire, avec préservation des emplois et reconversion des salariés des secteurs concernés, aide à la recherche et au développement des énergies renouvelables...

Services publics

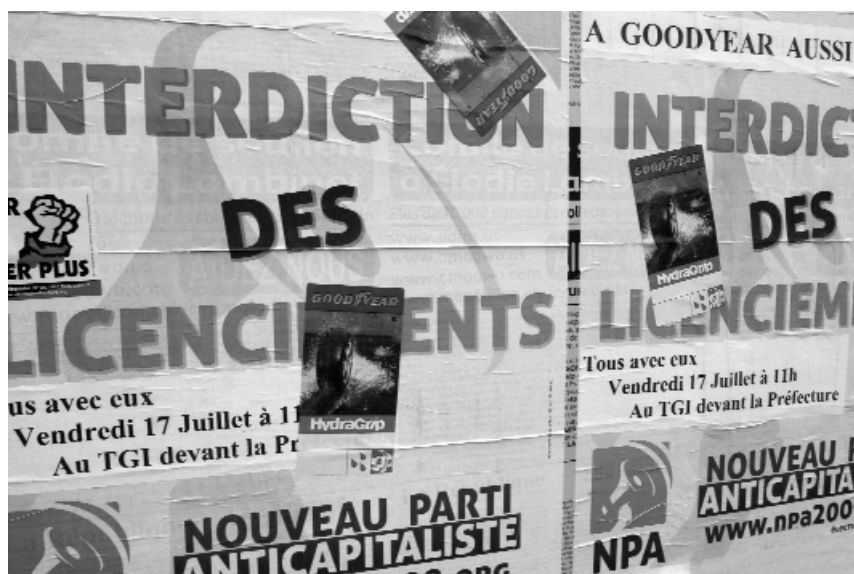
Les collectivités locales participent au démantèlement des services publics en confiant certaines missions à des entreprises privées par la politique de "délégation de service public". C'est une autre façon d'assurer des marchés au privé et de casser l'emploi public.

Nous exigeons l'arrêt de cette politique, avec le retour des "délégations" en régie publique et l'embauche de leurs salariés au statut de la fonction publique territoriale.

Education : La région finance, y compris au-delà de ce qui est légalement obligatoire, les organismes privés de formation, confessionnels ou non. Tous les fonds publics doivent être consacrés au développement des établissements publics d'éducation et de formation professionnelle.

Transports : gratuité totale des transports en commun publics, financée par les entreprises.

Santé : préservation et développement des structures de santé publique décentralisées.



Emploi public

Nous revendiquons pour l'ensemble des salariés du secteur privé comme du public un salaire minimum à 1500 euros nets par mois, et une augmentation immédiate de 300 euros pour tous. Bien évidemment, l'Etat doit donner l'exemple, alors cela doit s'appliquer immédiatement aux agents territoriaux de la région.

De la même façon, une Région au service des travailleurs et de la population doit être exemplaire dans la lutte contre la précarité. Alors il faut mettre fin aux emplois précaires par des embauches statutaires correspondantes.

Cela sera un encouragement pour les luttes de tous les autres salariés.

L'environnement

Le respect de l'environnement et des populations concernées doit être une préoccupation centrale dans les projets concernant les grandes structures régionales, notamment de transport : arrêt immédiat du projet LGV Aquitain avec la remise en état des voies et la mise en place d'un TGV pendulaire - arrêt de la construction de l'autoroute Bordeaux Pau et du projet de grand contournement de Bordeaux - remplacement à très court terme des norias de camions par le développement du fret sur rail (dont le ferroutage), du cabotage et du transport fluvial.

Relocalisation des productions (agricoles et industrielles) et des services (publics, commerciaux, culturels...)



Aquitaine et First Solar Du solaire... aux frais du contribuable

Suite à un accord signé le 29 décembre entre First Solar (qui fabrique des panneaux solaires), l'Etat et les collectivités locales, une nouvelle usine, employant quelques 400 salariés, devrait ouvrir en 2012 sur l'ancien site Ford de Blanquefort.

First Solar, s'appuyant, à quelques mois des élections régionales, sur la concurrence entre l'Aquitaine et la région Paca - qui cherchait elle aussi à "réindustrialiser un site déserté par son ancien occupant-, a " négocié longuement " pour obtenir le maximum d'avantage. Elle peut se féliciter du résultat.

Sur un coût global de 108 millions d'euros, 8 seront fournis par l'Etat et les collectivités locales au titre d'aide aux investissements productifs. Les 38 millions nécessaires à l'achat du terrain et à la

construction du bâtiment seront pris en charge par les collectivités locales par le biais d'une SEML (société d'économie mixte locale) qui louera ensuite l'usine à First Solar... À quoi s'ajoutent l'engagement des collectivités et de l'Etat à fournir des aides à l'emploi et à la formation et celui d'EDF Energies Nouvelles à acheter l'ensemble de la production du site pendant 10 ans...

Les profits sont donc assurés pour les actionnaires de First Solar. Quant aux 400 emplois, ils n'y a aucune garantie sur le pérennité. On sait que Ford qui a précédé First Solar sur ce site est allé chercher profit ailleurs, sans rembourser bien entendu les dizaines de millions empochés.

D.M.

La démocratie

Bien d'autres points seront développés (politique culturelle, langues régionales, etc.) au cours de la campagne. Mais la défense de ces revendications n'a de sens qu'assorties de la plus grande démocratie :

- Droit de vote pour les immigrés à toutes les élections, et sans attendre, par l'organisation de scrutins régionaux tenant compte du vote des immigrés.

- Défense de la révocabilité des élus, seul moyen de donner à leurs électeurs le pouvoir de les contrôler.

- Engagement de nos élus à se battre, au conseil régional, pour que pas un projet ne puisse se faire sans que la population n'ait la possibilité d'exercer réellement son contrôle sur les décisions, à toutes les étapes du projet.

Gironde Pauvreté en hausse

Fin novembre, la Conférence girondine de la précarité et de la pauvreté (émanation du Conseil général et de l'Etat) révélait son premier bilan après un peu moins d'un an d'existence : 161 497 personnes vivent en Gironde sous le seuil de pauvreté, avec moins de 890 euros par mois.

Parmi les travailleurs pauvres, les plus touchés sont les femmes. La jeunesse paye toujours un lourd prix à la dégradation sociale (22% des jeunes). Et puis, ce sont les familles monoparentales : 30% d'entre elles sont en-dessous de ce seuil. L'enquête ne dit rien sur ceux qui perçoivent 891 euros par mois, ou 900, ou 1000.

Pour le NPA, le salaire et le revenu minimum, c'est 1500 euros. Nets.

Nos vies, pas leurs profits

First ex-Ford

A Ford comme partout : la question de la défense des emplois

Depuis quelques jours, la situation de l'usine Ford (ex-Ford pour être plus précis) à Blanquefort suscite à nouveau de l'intérêt dans les médias. En effet, les syndicats du site ont voté en Comité d'Entreprise le déclenchement d'une procédure de droit d'alerte. C'est le résultat d'une énorme inquiétude en ce qui concerne l'avenir de l'usine et du sentiment de se faire baratiner au fil des mois.

Depuis le moment de la reprise (le 1^{er} mai 2009), les interrogations des salariés n'ont jamais cessé d'exister. Contrairement à ce qui était diffusé dans la presse et clamé par certains élus et le gouvernement, les projets industriels liés à la reprise ne sont jamais apparus clairs et sérieux. Huit mois après, aucun élément nouveau n'est arrivé si ce n'est des annonces de retard pour la plupart de ces projets et même l'annulation de deux d'entre eux. Même celui concernant les éoliennes, présenté comme la vitrine de la reprise, a des difficultés à voir le jour.

Le résultat est là : la production actuelle de transmissions pour Ford, devrait s'arrêter en 2011 et il n'y a toujours rien pour la remplacer. Si les autres projets ne se concrétisent pas cette année, cela signifie une situation particulièrement compliquée. Mais nous ne devons pas tomber dans la résignation du style, quoiqu'on fasse, l'usine finira par fermer. C'est ce

que pensent de nombreux salariés mais aussi des gens parmi la population. Il nous faut trouver des moyens de défendre les emplois. Le problème doit être mis et discuté sur la place publique. Il y a ce que peuvent faire les salariés avec les syndicats, il y a aussi les habitants, les élus... car le problème "Ford" concerne près de 10 000 emplois dans la région.

La reprise du site est déjà le résultat d'une longue mobilisation (2007-2008). Elle a



permis d'empêcher des vagues de licenciements qui semblaient programmées dès 2009 et de repousser les échéances que s'était donnée Ford car la fin de production sur le site était prévue en avril

2010. Aujourd'hui, devant le manque total de transparence de Ford et du repreneur HZ, il est urgent d'agir avant de se retrouver au pied du mur.

Le droit d'alerte est un des outils que nous avons. Son intérêt est de permettre une expertise économique sur la réalité des intentions de Ford et du repreneur. Mais cela ne suffira pas. Tirer la sonnette d'alarme permet de remettre la pression sur le gouvernement, sur les pouvoirs publics, sur les élus. Et puis surtout, cela permet de faire déclat dans la tête de tout le monde et notamment celle des salariés. Nous savons que le redémarrage de la mobilisation est le meilleur moyen de changer la donne.

L'enjeu va bien au-delà des emplois de l'usine. Le danger ne pèse pas seulement sur les "Ford". Partout, dans les petites entreprises comme dans les grosses, dans les services publics (santé, éducation, poste...), des milliers d'emplois sont en danger. Il nous faut préparer un mouvement d'ensemble car c'est cela qui permettra d'imposer la défense des emplois de tous.

Philippe Poutou

Ras-le-bol à la Monnaie de Pessac

Nous avons entamé la nouvelle année par un débrayage d'une demi-journée le 13 janvier, appelé par la CGT et FO. Depuis plusieurs mois, la direction "interprète" les accords d'entreprise qui ont suivi le changement de statut. Alors que les anciens déroulements de carrière devaient être au minimum maintenus, elle revient dessus pour certains salariés, histoire de détricoter les acquis existants. Cette politique s'inscrit dans le statut à deux vitesses qu'elle met en place avec des nouveaux embauchés payés au rabais.

En même temps, elle remet en cause l'usage des jours de congés de "fractionnement". Elle met en place des pointeuses, le contrôle des arrêts maladie par une société privée, Securex, qui se revendique de "la lutte efficace contre l'absentéisme" ! Tout un programme...

Comme le gouvernement, le PDG n'arrête pas de brandir le "dialogue social" pour mener sa politique. Mais pour beaucoup, il y en a assez et il est temps de réagir.

A l'AG qui s'est tenue pendant le débrayage, où nous étions près de 70, la question des salaires des nouveaux embauchés est venue et a été à nouveau posée à la direction. Alors que le PDG se vante des bénéfices à la hausse par rapport à l'année dernière, la revendication de pas un salaire en dessous de 1500 € net est plus que d'actualité.

Le 15 janvier, le PDG venait faire sa grand messe des vœux au personnel, avec présence obligatoire... Nous l'avons interpellé nombreux sur nos revendications en refusant d'aller participer à sa comédie qui a fait un bide. Un succès encourageant pour la suite.

Laurent Delage

Nos vies, pas leurs profits

Retour sur le congrès confédéral CGT des perspectives pour renforcer un courant lutte de classe

Le 49^{ème} congrès a été l'occasion de débats importants. Dès l'introduction, Bernard Thibault était sur la défensive : " *je ne suis pas frappé de sarkozisme aigu* ". Sur la participation de la CGT à la politique de " *dialogue social* " du pouvoir, il répondait : " *On ne va pas renoncer à exercer notre mandat (...) Il faut défendre les salariés quel que soit le gouvernement en place* ". Sur les mouvements de 2009, face aux nombreuses critiques exprimées avant le congrès par la base, il se justifiait : " *bonne stratégie, mais la CGT n'est pas irréprochable (...) le virus le plus dangereux pour les salariés, c'est la division* ".

Des militants se sont exprimés contre cette politique qui, sous prétexte de maintenir "l'unité" avec l'ensemble des syndicats, se refuse à construire un vrai mouvement d'ensemble. Certains ont souligné le décalage entre la plateforme intersyndicale de janvier 2009 et les attentes des salariés, dénonçant les journées sans suite qui ne mènent à rien et défendant la nécessité de construire les convergences. L'unité oui, mais pour la lutte !

Le vote sur le bilan d'activité en comptant les abstentions, (les chiffres officiels n'en tiennent pas compte) a témoigné de ces critiques : pour : 71,3% ; contre : 21% ; abstention : 7,7%. Une première, d'autant qu'en l'absence de

consignes des syndicats, les délégués étaient "encouragés" à voter pour.

Dès le mardi, Jean-Pierre Delannoy, responsable de la métallurgie dans le Nord, qui avait osé poser le problème d'une autre orientation et donc de sa candidature à la direction de la CGT pour la porter, a pu intervenir et a contribué à lancer le débat sur la nécessité de faire vivre les idées de la lutte de classe, pour organiser la riposte du monde du travail face à la crise.

De nombreux militants ont exprimé leur inquiétude face à une CGT qui ne répond pas à la situation. Certains ont fait référence au mouvement des Antilles, un exemple à suivre. Alexis, de Molex (31), très applaudi, est intervenu sur la nécessaire solidarité de la confédération avec les luttes en cours, celle des "Contis" face à la justice en particulier.

L'orientation a également fait débat, avec des critiques sur :

* Le statut du travail salarié où la notion même de licenciement disparaît au nom d'hypothétiques " *droits nouveaux* " qui seraient maintenus pour le salarié qui quitterait son emploi.

* les retraites : 37,5 annuités maximum de cotisation, à 60 ans maximum et à taux plein.

* la représentativité syndicale : un obstacle à la construction des syndicats dans les petites entreprises entre autres.

* les structures : pourquoi de nouvelles structures alors qu'il faut renforcer les UL et les syndicats d'entreprises qui doivent rester la base de l'organisation ?

Le texte d'orientation a été approuvé par 73,25% des délégués, 20% ont voté contre et 6,7% se sont abstenus.

A noter que la venue de Chérèque a été annulée par Thibault, qui craignait qu'il soit mal accueilli...

En fin de congrès, celui-ci a déclaré : " *avec 77% des suffrages exprimés, notre bilan d'activité sur ces trois dernières années a été clairement validé* ". Pour l'appareil, la majorité a tranché, le débat est clos...

Pourtant, la nécessité de regrouper les courants lutte de classe, de les élargir et de renforcer les réseaux traverse toutes les organisations du mouvement social. Et ce débat continue.

A suivre...

*Isabelle Larroquet
et Alexandre Hourticq
(délégués au congrès)*

Mérignac Licenciement au centre socioculturel d'Arlac

Depuis des années, les municipalités ont délégué à des associations le soin d'animer la vie des quartiers. À Mérignac, il y a ainsi plusieurs centres socioculturels. Celui du quartier d'Arlac compte 680 familles adhérentes, pour des activités culturelles et de loisirs.

Depuis un an, les comptes de l'association sont en déficit, et en décembre, avant les fêtes, une banderole posée par les salariés appelait à l'aide : " *2009 : un licenciement économique. 2010 : trouver 15 000 euros ou un autre licenciement. Aidez-nous tous avant mars.* "

En fait, l'association est victime de sa situation. Assumant une mission de service public, et pour bien faire son boulot, elle a embauché deux emplois jeunes à temps complet à la fin de leur contrat précaire, elle a embauché aussi une conseillère en économie sociale et familiale pour obtenir

l'agrément de la CAF. Mais les budgets eux ne suivent pas. La Mairie finance pour moitié, mais n'a pas décidé d'une rallonge pour éviter le premier licenciement. La CAF ne finance pas à hauteur des engagements que l'association assume. Enfin, le Conseil général a diminué sa participation, pour partager la somme qu'il versait avec un autre centre social (CL2V, sur Mérignac et Bordeaux).

Résultat, les salariés de l'association sont en première ligne et payent les conséquences de cette politique qui permet à l'État de licencier par procuration. L'animation des quartiers est un vrai service public, un frein face au recul des liens sociaux. C'est à l'État d'en prendre la charge en intégrant ses salariés dans la fonction publique.

F. M.

Nos vies, pas leurs profits

Rive droite Front unitaire

Suite à des rencontres unitaires entre militants du NPA et du PG, du PC, de la GU et de la FASE, pour donner une suite à la votation de la Poste qui nous avait tous regroupés, et pour agir ensemble autour des problèmes des salariés et populations du secteur, nous avons organisé une réunion publique le 15 décembre, pour la " *Défense des emplois et des services publics Rive droite* ". De nombreux militants des différentes organisations ont collaboré à la diffusion du tract unitaire sur les marchés et dans les entreprises.

Sud-Ouest a noté l'affluence à cette réunion qui a regroupé près de 65 militants et sympathisants, dont des élus et responsables CGT du secteur.

Le PC a introduit la réunion sur l'emploi, l'augmentation du chômage et des licenciements, en dénonçant la finance parasitaire. Il a défendu les lois déposées au Parlement par le PC, un pôle public financier, le SMIC à 1600 € et de nouveaux droits pour les salariés.

Christine Héraud, élue NPA à Cenon, est intervenue sur les services publics à

travers l'exemple local de la lutte victorieuse des salariés des centres de loisirs de sa commune. La municipalité de gauche, s'appuyant sur le droit européen, refusait d'appliquer aux salariés le droit français qui, lorsqu'une délégation de service public se termine, oblige au transfert des personnels par les repreneurs. Elle a dû faire face à leur lutte déterminée et reculer.

Les camarades du NPA ont insisté sur la nécessité de se battre contre ces politiques d'abandon du service public et ces reculs, tous ensemble, salariés du public et privé, usagers, rappelant l'importance du rôle des élus pour porter dans les institutions les revendications et les luttes des salariés et de la population. C'est une question qui fait débat entre les différentes organisations.

Sur les transports, la FASE a dénoncé les Lignes à Grande Vitesse décidées sans concertation ni respect de l'environnement ; un débat s'est engagé contre la "culpabilisation" des salariés et de la population au nom de l'écologie.

Le point introduit par le PG sur les risques industriels a fait débat. En effet, une usine du secteur va produire du méthyl parathion, produit interdit de vente en France pour sa toxicité. Le Conseil municipal de gauche de la ville concernée a hésité, avant de refuser cette production, sous pression des riverains. Une camarade de la CGT chimie a interpellé les écologistes sur la nécessité de prendre en compte le problème de l'emploi des salariés de ces usines. Nous avons défendu la nécessité, comme pour les transports, du contrôle de la population et de ses organisations sur ce qui est produit, acheminé et comment.

Ce premier débat aura une suite, les militants présents étant convaincus de la nécessité de se regrouper, d'unir nos forces pour mener les luttes locales comme nationales. Un militant du PG a conclu en disant : " *ce qui nous rassemble est plus fort que ce qui nous sépare* ". A suivre donc !

M. Casanova, C. Héraud et M. Pont

Mort de froid et de misère

Frédéric Chanal, 35 ans, est mort dans la rue, là où il vivait, place Saint Christoly, la nuit du 14 au 15 décembre 2009. Ses camarades ont mené bataille pour que les médias en parlent, contre l'oubli.

Juppé s'est senti obligé d'intervenir, se déplaçant pour poser une gerbe et faire quelques déclarations dans la presse... L'hypocrisie ne coûte pas cher à celui qui avait pris il y a quelques années un arrêté anti mendicité pour chasser les SDF du centre de Bordeaux.

Trois mille personnes sont sans logement en Gironde. L'hébergement d'urgence est très en dessous des besoins, en places disponibles comme en qualité. Le logement réellement social est toujours mal en point, avec très peu de constructions annuelles. Les politiques libérales réunissent toutes les conditions pour que se poursuive, dans l'indifférence, la mort des sans-logis, hiver comme été. En 2008, 330 SDF seraient morts dans ce pays, selon le collectif "Les morts de la rue".



Permanenciers du SAMU Grève nationale des "PARM"

Les Parm (Permanencier Assistant de Régulation Médicale) des SAMU de France sont en grève illimitée depuis le 28 décembre. Soutenus par la CGT, Sud Santé et les médecins hospitaliers des SAMU, nous avons interpellé Préfet, Directeur de Pellegrin, Préfète Sanitaire nouvellement en poste de l'ARS (Agence Régionale de la Santé) pour défendre notre métier injustement présenté dans le reclassement statutaire des agents hospitaliers (dans la catégorie C, la plus basse et la plus mal payée).

Cette grève dite illimitée s'est traduite par une grève à la japonaise. Certes, nous étions grévistes, mais tous assignés à nos postes. Nos actions locales s'organisaient les jours de repos. La presse locale a suivi ce mouvement, la presse nationale a traité le mouvement par quelques brèves.

Notre Ministre entérine notre passage en catégorie B mais dans un calendrier ministériel inacceptable, à partir de juin 2011. Il était prévu qu'il débute en décembre 2009. Nous perdons notre bonification indiciaire de 90 euros par mois, c'est-à-dire une prime liée à la particularité de métier récemment acquise. Nous perdons notre nom de métier "PARM" et devenons des secrétaires médicales option Parm. Enfin elle conditionne le passage en B par un concours dont les règles sont floues y compris pour l'ensemble de notre direction.

Aujourd'hui les négociations ministérielles sont terminées. Les organisa-

tions syndicales signeront ou pas. Quoiqu'il en soit par l'injuste règle de la représentativité syndicale, il sera adopté, car une seule signature suffit. Elle devrait être apposée d'ici la fin du mois de janvier.

Ce mouvement ultra catégoriel (nous sommes 2000 PARM en France et DOM-TOM) est difficile à tenir : la participation aux AG est faible. La grève dite illimitée à ses débuts est en débat : est-elle reconductible d'assemblée générale en assemblée générale ou prend-elle la forme de journées ciblées de grève, lançons-nous des actions plus coercitives ? Dans tous les cas, elle prendra une forme plus usuelle avec des grévistes en grève.

Nous projetons de rencontrer Juppé, d'organiser des manifestations régio-

nales et de convaincre cette fois la presse nationale de couvrir notre mouvement car nous sommes les voix que la France entière entend en faisant le 15. Revêtus de blouse blanche " *Parm en Grève* " y compris à l'hôpital, les agents nous ont découverts. Notre métier si particulier (nous sommes le premier maillon de la chaîne de secours), nous place dans une responsabilité qui n'est reconnue qu'en interne. Nous sommes des agents non soignants qui en une minute doivent être capables d'évaluer si l'urgence est réelle ou ressentie. La formation est longue. Elle est assurée en permanence par des médecins hospitaliers qui nous assurent que nous aussi nous sauvons des vies.

Correspondante



Infirmières Recul de 5 ans de l'âge de départ en retraite !

Sarkozy avait promis de " reconnaître " les 3 années d'étude des infirmières et, pour celles qui travaillent dans la Fonction publique, de les faire passer en catégorie A (la plus élevée) avec une augmentation de salaire à la clé...

Voilà chose faite, vient d'annoncer Bachelot, promettant d'ici quelques années un gain de 2500 € brut par an pour une infirmière en fin de carrière. Sauf qu'en "échange" (!) l'âge minimum de départ en retraite est porté à 60 ans au lieu de 55 ans actuellement. Et, bien sûr, sera supprimée la bonifica-

tion d'un an pour dix ans obtenue en 2003 pour limiter les effets dévastateurs de la décote sur les retraites des infirmières n'ayant pas leurs années de cotisation.

Exit donc la reconnaissance de la pénibilité de cette profession, alors même que les syndicats dénoncent une hausse de 10 % des départs en retraite pour invalidité en 2009.

Celles et ceux qui voudront continuer à partir à 55 ans auront 6 mois pour choisir de rester en catégorie B avec une stagnation du salaire.

Si la plupart des syndicats ont protesté, il semble que certains hésitent néanmoins à signer le protocole... comme le relate le journal *Les Echos* : " *C'est une avancée majeure pour le statut des infirmières, estime Denis Basset (FO). Dommage de la gâcher avec un report de l'âge de la retraite* ".

Comme si le recul de l'âge de départ en retraite de tous n'était pas le combat premier du gouvernement !

I.U.

Education - Jeunesse

Manifestation lycéenne du 13 janvier à Bordeaux Entre espoir et répression

Le jeudi 13 janvier s'est tenue une nouvelle journée de manifestation lycéenne, à l'appel de l'UNL et du NPA jeunes. Le cortège, comme à l'habitude bigarré, joyeux, combatif, a rassemblé jusqu'à 500 personnes, venus essentiellement de la rive droite, où se concentrent les lycées populaires, et de l'établissement Gustave Eiffel. La méthode, déjà éprouvée les années précédentes, a consisté pour les premiers mobilisés à circuler au matin de façon imprévisible de bahut en bahut pour "débrayer", aux cris de "*Les Iris avec nous !*", "*Gustave Eiffel avec nous !*", permettant de grossir peu à peu les rangs. Pas de tête de cortège constituée, aucun véritable service d'ordre, aucun parcours déposé si ce n'est celui permettant de relier les lycées "clefs" : on retrouve ici la spécificité des mouvements lycéens, alliant extrême mobilité et réactivité aux événements imprévus.

Cependant, il semble que de plus en plus,

l'Etat intègre ces données pour optimiser ses techniques de répression. Et c'est peu dire que l'ambiance ce jeudi était sur Bordeaux moins à la fête que l'année précédente. En cause une présence policière massive, jamais vue de mémoire de manifestant en pareille circonstance : la multitude des "robocops" verrouillant chaque accès sensible a contribué à tétaniser les jeunes dès le début du cortège, sur la rive droite. La scène est même devenue hallucinante lors de la remontée du cours Victor Hugo : lorsque les manifestants sont passés devant le lycée Montaigne, on a pu constater qu'une chaîne de policiers, marchant au rythme du cortège, séparait littéralement celui-ci de l'entrée, laquelle était elle-même protégée par des agents des forces de l'ordre qui allaient même jusqu'à organiser le contrôle des cartes, sous l'œil des assistants d'éducation manifestement déstabilisés - au plus fort des manifestations de décembre

2008, jamais l'on avait vu pareilles pratiques, pour les lycées huppés en tout cas. Ce qui laisse imaginer l'attitude de la police dans les quartiers moins bourgeois : selon les témoignages, matraquages et gazages ont contribué à disperser le rassemblement qui s'était constitué devant Gustave Eiffel.

Cette journée a permis aux éléments moteurs de tirer de précieux enseignements pour la suite de la mobilisation : l'absence de service d'ordre a créé un climat de peur, ce qui fait dire que si la nature "moléculaire" des manifestations lycéennes est un atout indéniable, l'existence d'un SO contribuerait, non pas à brider cette liberté, mais à faire naître un sentiment de sécurité au sein du cortège. Deuxième enseignement : sans le soutien rapide des forces enseignantes, le courage de ces jeunes ne suffira pas à enrayer le rouleau compresseur des flics.

Correspondant

Inquiétudes dans les lycées professionnels

Cette année scolaire est celle de la généralisation des bacs pro en 3 ans au lieu de 4 ans auparavant. Arguments alléchants pour les jeunes et leurs familles, mais dans la réalité, les inquiétudes grandissent de jour en jour, tant pour les lycéens que pour les enseignants.

Comment apprendre en 3 ans ce qu'on faisait en 4 ans sans que le niveau de qualification à la sortie soit sensiblement inférieur ? Surtout que le nombre d'heures dans certaines matières s'est considérablement effondré, n'offrant plus la possibilité de doubléments de classes propices à un climat d'apprentissage efficace. Les classes sont de plus en plus surchargées, avec des effectifs pouvant aller jusqu'à plus de 30 élèves par classe ! Une des conséquences de la suppression de 13 500 postes d'enseignants cette année, 40 000 en 3 ans, et ses répercussions sur les conditions de travail et d'enseignement...

De plus, les capacités d'accueil en lycées pro ont décliné, laissant à la rentrée de nombreux élèves de l'académie de Bordeaux sur le carreau ou alors obligés, in extremis, de combler des sections non désirées.

La réforme des bacs pro 3 ans s'accompagne non seulement d'une réduction des horaires mais en plus ils fluctuent en fonction des lycées ! Exemple : dans tel établissement, les élèves ont une heure d'Histoire-Géographie et trois heures de français, et dans un autre, c'est deux heures de chaque...

Quant à la Certification du BEP ou au Baccalauréat Professionnel, ce ne sont plus des examens nationaux : ils sont passés en quasi-totalité en Contrôle en Cours de Formation (C.C.F) que les profs sont chargés de faire passer au cours de l'année en plus du reste de leur travail. En quoi existe-t-il encore une

Education Nationale, un système éducatif où les élèves auraient les mêmes chances de réussite avec les mêmes horaires d'enseignement et un même examen national ?

C'est ce mépris pour l'enseignement professionnel, (et pour l'enseignement en général si on recoupe avec ce qui se passe par exemple au niveau de la formation des enseignants qui dépendra uniquement des universités et sera coupée du terrain) que les enseignants et les jeunes subissent au quotidien. Une réforme dont on paye déjà les pots cassés, qui méprise les jeunes, n'obéit qu'aux logiques comptables et diminue les heures d'enseignement des matières du "socle commun" nécessaires à la formation de professionnels-citoyens !

*Peggy, Cathy,
enseignantes en lycées pro.*

Lormont

Contre les bas salaires, pour les services publics !

Le 11 décembre était présenté et voté par la gauche le budget de Lormont, avec une baisse de 500 000 € de dotations de l'Etat et de rentrées fiscales.

C'est le résultat de la dégradation d'un rapport de forces national, sensible surtout dans les communes les plus dépendantes de ces dotations de l'Etat, donc, les plus pauvres. La gauche a insisté justement sur l'aggravation de la situation avec la fin de la Taxe professionnelle.

Ce sont toujours les mêmes qui sont culpabilisés, taxés de pollueurs avec leurs maigres moyens (voiture...), alors que les plus riches affichent un luxe tapageur !

La population en assez, et ce n'est pas en

la bridant par des contre-réformes anti-démocratiques, ou en dérivant sur le terrain nauséabond de "l'identité nationale" que le gouvernement pourra faire disparaître sa sourde colère.

Dans ce budget de rigueur, l'augmentation de la masse salariale, des salaires des agents communaux, en hausse de plus en plus restreinte au fil des années (+ 4,5 % en 2007, + 3 % en 2008, compte tenu de l'ancienneté et de primes) n'augmentait même plus, voire baissait, pour la première fois. C'est très dur pour des agents qui ont déjà des salaires très bas, sans parler des précaires.

J'ai voté contre ce budget, en appelant à la riposte, tous ensemble, le public, le

privé, les précaires, les chômeurs, les retraités, les jeunes, les immigrés, en invitant aux initiatives unitaires faites Rive droite pour l'emploi et les services publics.

J'ai montré aussi le décalage entre les discours contre la privatisation des services publics, et le vote, à la même séance, de la cession gratuite d'un terrain de la ville d'une valeur de 750 000 € pour la construction d'un complexe aquatique privé de prestige. A quoi le Président du groupe communiste a répondu qu'il "fallait arrêter de mettre le privé au pilori". Dont acte !

M. Casanova, élue NPA à Lormont

Pessac

Contre le Service civil

Le dernier conseil municipal de Pessac a voté la mise en place du "service civil volontaire" sur la ville. Créé par Chirac, ce dispositif prétend "offrir une opportunité aux jeunes de 16 à 25 ans d'accomplir une mission d'intérêt général en leur proposant de s'investir dans une association, une collectivité ou un établissement public agréé, quels que soient leurs niveaux d'études". Sarkozy vient de faire voter son extension, approuvée comme un seul homme par les sénateurs (seuls ceux du PCF ont voté contre).

Nous avons dénoncé l'appui qu'apporte la mairie à une telle politique. Cela au moment même où la jeunesse est touchée de plein fouet par les conséquences de la crise. Le récent rapport sur les "Zones urbaines sensibles" donne des chiffres accablants : plus de 44 % des jeunes de ces ZUS vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Seul un véritable emploi avec un salaire décent peut donner toute leur place aux jeunes dans la vie sociale, et non du quasi

bénévolat pour "mener des projets de service à la collectivité" pendant 6 à 9 mois pour 600 euros à temps plein.

Alors que l'Etat saborde tous les services publics, qu'il manque du personnel partout, dans les hôpitaux, à la Poste, dans les collectivités locales, dans les écoles, dans les services sociaux... on voudrait nous présenter cela comme une démarche progressiste et citoyenne ?

Les élus NPA ont voté contre, ceux du PCF se sont abstenus.

Mise à disposition de locaux municipaux pour un centre culturel musulman et un lieu de prières

Extraits de l'intervention des élus NPA :

« Cette prise de décision, qui devrait être simple, ne l'est pas au vu du contexte général et des liens qui sont entretenus par l'Etat avec les religions. [...] Le gouvernement est fort peu neutre vis-à-vis des religions. Sarkozy n'a-t-il pas déclaré "l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur" ?

Nous voulons redire notre attachement aux principes de la laïcité. Nous respectons les choix, les convictions de chacun, qu'elles soient religieuses ou athées. Mais la pratique religieuse est une affaire privée qui doit trouver elle-même les moyens de son financement.

De ce point de vue la façon dont est traitée l'Eglise catholique pose quelque problème, elle qui bénéficie depuis bien longtemps de locaux en plein centre ville, équipés et rénovés avec les fonds publics... sans parler des subventions à l'école privée catholique [...] C'est donc parce qu'il y a deux poids deux mesures que là nous ne nous opposerons pas à la mise à disposition de locaux pour un lieu de prière musulman : nous nous abstenons.

Nous voulons aussi réagir à la politique du gouvernement qui, en même temps qu'il se fait le défenseur des religions, parce qu'il espère s'en servir pour enca-

drer les populations, mène une agitation réactionnaire avec le débat sur l'identité nationale [...]

Il faut créer des relations égalitaires et respectueuses [...] exiger les mêmes droits démocratiques pour toutes et tous, athés, musulmans, juifs, catholiques ou croyants d'autres religions, mais aussi les mêmes droits démocratiques quelles que soient les origines sociales, nationales, qu'on soit femmes, jeunes [...] C'est une lutte quotidienne contre l'intolérance, contre le mépris social et pour le droit de tous à profiter de la même manière des richesses de la société. »

Isabelle Ufferte, élue NPA à Pessac

En prison pour avoir voulu se chauffer

28 décembre, le froid et la pluie ne connaissent pas de trêve, la Justice non plus. Trois jeunes hommes de Parempuyre ont été condamnés à deux mois de prison avec sursis pour le premier, cinq mois avec sursis pour le second, et six mois ferme plus dix-huit mois avec sursis pour le dernier, accusé d'être l'auteur principal du délit.

Ils se sont fait arrêter alors qu'ils étaient en train de tenter de voler des palettes de bois au Bati-Leclerc du Pian-Médoc, qu'ils voulaient brûler pour se chauffer.

De la prison pour tentative de vol, de la prison pour les petits larcins de la survie, c'est la Justice contre les pauvres, dans son visage le plus révoltant, sûre de son "bon droit" pour défendre la propriété privée des plus riches et des entreprises.

Gaz de Bordeaux : le racket

Cela sonne comme une vraie provocation : au moment où le département est frappé par une vague de froid qui fait sa première victime, au moment où la pauvreté progresse, Gaz de Bordeaux annonce tranquillement une hausse des tarifs de 6,1% pour janvier 2010... sans compter la taxe carbone qui s'ajoutera à cette hausse... sans compter une nouvelle hausse au mois de mars !

Contrairement aux autres compagnies qui ont un petit peu répercuté la baisse du prix du pétrole, GdB continue d'augmenter ses tarifs, malgré l'avis défavorable de la Commission nationale de régulation de l'énergie. Résultat, c'est la compagnie la plus chère du pays, avec des abonnements supérieurs en moyenne de 29% à ceux de GDF, et un prix de la consommation supérieur aussi de 11%. En cinq ans, l'augmentation du KW/h serait de 63% avec Gaz de Bordeaux.

L'actionnaire majoritaire est la ville de Bordeaux, et GdB est présidé par JC Palau, conseiller municipal UMP... Il n'a rien trouvé de mieux pour essayer de faire passer la pilule aux 213 000 clients que de justifier ces prix par l'éloignement géographique... puisque le gaz arrive de l'est ! Il se garde bien d'expliquer pourquoi les communes girondines desservies par d'autres sociétés payent bien moins...

Un collectif d'usager dénonce la situation de monopole de GdB qui lui permet de racketter comme il veut ses clients prisonniers. Mais la concurrence n'y changera rien. La seule solution, c'est que la distribution d'énergie passe en régie publique, sous le contrôle direct des salariés et des usagers.

Cenon : La lutte a payé

Les salariés Léo Lagrange des centres de loisirs de Cenon ont été en conflit durant plusieurs semaines avec la mairie de Cenon. La délégation de service public se terminant, la mairie avait fait le choix d'autres délégataires mais refusait de garantir le droit du travail qui oblige au transfert des personnels (maintien de leur contrat, avec ancienneté, et des avantages acquis), se réfugiant derrière le droit européen et la mise en place d'un SSIG (service social d'intérêt général conforme à ce droit, inférieur au droit français). Il a fallu la lutte déterminée des personnels qui ont gagné le soutien de nombreuses familles et d'enseignants pour faire reculer la municipalité. Le 9 décembre, la salle du conseil municipal où se jouait l'avenir de ces salariés était pleine à craquer. La soixantaine des présents a pu assister en direct au recul du maire qui a annoncé le transfert des personnels. Ne voulant perdre la face, le maire a joué celui qui ne s'était jamais opposé à ce transfert, mais n'a trompé personne. De nombreux points concernant la reprise restaient encore dans l'ombre ou manquaient de transparence et les personnels, satisfaits d'avoir arraché cette victoire, étaient aussi conscients de la vigilance qu'ils auraient à exercer pour la suite.

C.H.

Notre camarade Daniel Bensaïd



Gravement malade depuis plusieurs mois, notre camarade Daniel Bensaïd est décédé mardi 12 janvier.

Militant révolutionnaire depuis l'adolescence, il avait été l'un des fondateurs de la JCR (Jeunesse Communiste Révolutionnaire) en 1966 puis l'un des animateurs du Mouvement du 22 Mars et l'un des acteurs du mouvement de Mai 68 avant de participer à la création de la Ligue Communiste, en avril 1969.

Daniel Bensaïd a été longtemps membre de la direction de la LCR. Engagé dans tous les combats internationalistes, il a aussi été l'un des principaux dirigeants de la Quatrième Internationale. Il avait activement participé à la création du NPA.

Philosophe, enseignant à l'Université de Paris VIII, il a publié de très nombreux ouvrages de philosophie ou de débat politique, animé les revues *Critique Communiste* et *ContreTemps*, participé activement à la création de la Fondation Louise Michel et mené sans concession le combat des idées, inspiré par la défense d'un marxisme ouvert, non dogmatique.

(Communiqué du NPA)

V. comme Vigilance

La fin d'année 2009 n'a pas manqué d'occasions de rappeler à toutes et tous que la bataille pour les droits des femmes est loin d'être désuète. Entre les attaques libérales contre l'avortement via les restrictions budgétaires dans la santé, le retour en force de la pensée archaïque d'intégristes religieux, les femmes ont toujours à subir les attaques du patriarcat, du discours de la norme et de la publicité sexiste.

Mais la vigilance et la mobilisation sont payantes comme nous avons fait démonstration, rue Porte Dijaux à Bordeaux (voir en page 16).

Alors, ne cédon pas un pouce de terrain sur les droits acquis par nos aînées. Travaillons à l'émancipation réelle des mentalités

Meilleurs vœux féministes, écologistes et anticapitalistes.

ZN

V. comme Violences Les chiffres

En France 1 femme meurt tous les 2 jours et demi sous les coups de son conjoint.

Pour 50 %, elles subissaient déjà des violences au sein du couple.

Selon l'INSEE, les femmes sont autant exposées à la violence dans leur ménage qu'en dehors

2008 : 156 décès de femmes victimes de la violence de leur compagnon/ex-compagnon.

En Gironde, le deuxième département français le plus touché par ce phénomène de violence conjugale : 8 mortes en 2008.

Pour lutter contre la violence faite aux femmes : la loi-cadre !

Le Collectif National pour le Droit des Femmes, a publié en 2006 une " proposition de loi-cadre relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes ", sur le modèle de la nouvelle loi espagnole (" loi intégrale contre la violence de genre " votée en 2004, première en Europe et qui affirme le caractère politique de la violence domestique).

Même si la législation a progressé (par la définition des violences, la reconnaissance de leur existence et la sanction), notamment avec les exemples de 1980 par la requalification de viol en crime, et de 1992, le harcèlement sexuel en délit, les lois sont toujours incomplètes et peu ou mal appliquées.

Ces avancées juridiques contrastent avec l'augmentation des violences faites aux femmes. La législation, si bonne soit-elle, est encore inadaptée, car elle ne pose pas le sexisme, la domination masculine, comme le cœur du problème.

En France la Constitution de 1958 détermine ce que décide la loi (votée par le parlement) et ce qui est de la compétence du gouvernement. Cette distinction du "domaine de la loi" (article 34 de la Constitution) et du "domaine du règlement" (article 37) est très importante et le Conseil d'Etat comme le Conseil Constitutionnel sont très attentifs à ce que la frontière en soit respectée dans un sens comme dans l'autre. Une partie des revendications, notamment celles qui

portent sur des points très précis, ne relève pas du "domaine de la loi", et c'est directement au gouvernement qu'il appartient de les mettre en œuvre. Le texte qui relève de la loi-cadre est une proposition de loi déposée par les député-e-s et/ou des sénateurs/trices pour être examinée, comme toute loi, par le Parlement.

Le fondement de cette proposition de loi tient à ce fameux "cadre". Des lois existent déjà pour combattre telle ou telle violence à l'encontre des femmes. Ces lois et ces articles au sein de lois plus générales ne forment pas un ensemble. C'est ce manque d'approche globale et de vue d'ensemble qui handicape fortement l'efficacité des dispositions existantes. La rédaction de cette proposition de loi s'appuie sur le ciblage d'articles modifiés ou élargis par ce nouveau texte (vaste chantier de recensement et de mise en cohérence des lois relatives aux violences, d'autant plus que sa législation est morcelée : une partie étant dans le Code pénal, une autre dans le Code civil, mais d'autres dans le Code de la santé publique, le Code de l'organisation judiciaire, le Code de procédure pénale, le Code de l'éducation...)

Cette loi-cadre relève d'une conception claire et globale des violences contre les femmes dont les axes répondent aux enjeux de la situation : combler les lacunes de la législation, organiser l'accueil, le

soutien, la solidarité et la protection des victimes, systématiser et pérenniser la prévention dans tous les secteurs, coordonner les différents intervenants, modifier la machine judiciaire afin qu'elle puisse traiter de façon efficace et empathique le très lourd contentieux que représente les violences faites aux femmes.

Ces améliorations sont nécessaires, pas suffisantes pour apporter un changement réel, en profondeur des rapports de genre. La législation n'abolira pas le système patriarcal qui permet au sexisme, aux violences et aux inégalités de se perpétuer. De même qu'il est peu probable que cette loi mette fin aux violences et permette aux femmes victimes de garder le domicile du couple et d'être en sécurité chez elle comme à l'extérieur.

Soutenir la loi-cadre, c'est proposer des mesures fortes et donner de vrais moyens aux femmes pour se protéger et se défendre : tribunaux de la violence à l'encontre des femmes, ordonnance de protection, etc. Mais sensibiliser et responsabiliser les individus ne revient pas à les mettre en accusation.

Seules les luttes, par les mobilisations et les explications imposeront un changement des mentalités, des pratiques et de l'organisation sociale.

V. comme Victoire Une mobilisation féministe réussie



Le Collectif Bordelais pour les Droits des Femmes avait appelé à une action-surprise samedi 19 décembre à 13H devant les Galeries Lafayette Homme, rue Porte Dijaux à Bordeaux en raison de deux vitrines à caractère explicitement sexiste. L'information* parue dans la presse bordelaise à la veille de ce rendez-vous a amené Les Galeries Lafayette à occulter ces deux vitrines par un pudique rideau grenat le vendredi 18 décembre.

Comme quoi, quand on agit, on peut faire changer les choses !

*Cette information provenait du communiqué ci-après envoyé par le Collectif à tous les médias locaux :

Lafayette, nous voilà ! "Noël gourmand" aux Galeries Lafayette ??

Le 25 novembre était journée internationale contre les violences faites aux femmes... Mais aux Galeries Lafayette, tout s'achète et tout se vend et les pires schémas sont aussi de la fête...

Le cynisme marchand de nos "Lafayette" bordelaises n'a pas hésité à utiliser l'un des clichés misogynes les plus misérables. Les vitrines qu'on nous offre à "lécher" pour ce "Noël gourmand" exhibent trois mannequins d'hommes autour d'un gros gâteau, reléguant au centre une femme en corset qui s'offre à la consommation, et "gourmandise" : sur son sein, quelques billets coincés... le tout animé par la rotation de la meringue et un clair-obscur rougeoyant... C'est Noël, n'est-ce pas !

Seconde vitrine : la poupée Barbie (en guêpière !) à laquelle on sait à quel point toute petite fille est censée s'identifier... dans une meringue, elle aussi, objet de la concupiscence d'un énorme visage libidineux, bouche ouverte, langue pendante. L'ogre en question (conte de Noël oblige) est censé incarner l'homme de pouvoir : cigare, bague et costume... Voilà de quoi renouveler l'imaginaire de nos enfants !

Nous n'acceptons pas ces reflets dégradants de la femme, de la fillette et de l'homme.

Nous n'admettons pas que, sous prétexte de fête marchande, promotion soit faite des pires relations humaines : rapport de domination, violences symboliques contre les femmes quand celles-ci, au quotidien, se heurtent aux violences réelles...

Nous refusons l'image banalisée de la prostitution et celle, plus sournoise, de la pédophilie.

Et nous réclamons le démontage de ces vitrines.

Collectif pour les Droits des Femmes



V. comme Virus La direction est timbrée

Est-ce un effet de la privatisation rampante de la Poste ? Un sale effet en tout cas !

Si vous voulez déménager, la Poste vous propose ses services en vous envoyant vers une société privée (tiens, tiens...) les "gentlemen déménagement". Déjà, ça commence à énerver ! Mais quand on découvre la publicité pour cette société privée, là, on voit rouge !

Mais le pire est à venir avec l'image de la pub qu'en fait la Poste. On y voit un homme qui porte dans ses bras une femme. L'homme est montré comme un "fort des halles" et la femme comme une "frêle chose" ! Voilà le cliché insupportable que la direction de la Poste véhicule dans sa pub. Alors usagères, usagers une raison de plus pour amplifier la lutte pour la défense du service public de la Poste.

C

V. comme Vide-ordure Chantal, le Cantal, les violences conjugales

Les publicistes ont de l'humour. Mais oui, bien sûr, on peut rire de tout... et surtout pour vendre, faire vendre. C'est la Loi du Marché. Vous connaissez le cantal ?

C'est un département, et c'est aussi le nom d'un fromage. Depuis un mois on en parle... dans la pub... à la télé avec Chantal et son conjoint. En trois spots, parce qu'elle a oublié d'acheter ce fromage, son compagnon l'expulse de la voiture, répond non au moment du mariage, la laisse tomber pendant une escalade en cordée.

Peut-être les concepteurs de cette campagne pleine de finesse sont-ils mal informés sur la "vraie vie", sur les réalités quotidiennes des violences conjugales. Peut-être imaginent-ils que ce n'est plus un problème et que l'on peut en rire... En revanche difficile de croire que les pouvoirs publics qui soutiennent cette campagne (gouvernement, Union européenne, Conseil Régional d'Auvergne, Conseil Général du Cantal) n'en sachent rien et soient aussi bêtes que Chantal au point d'oublier qu'une femme sur dix a été victime de violences au sein de son couple. Cette pub est un scandale.

MP

Voir aussi le site des "Chiennes de garde", lettre ouverte aux présidents du Conseil général du Cantal et du conseil Régional d'Auvergne - www.lamente.fr